

L'attentat du poste « Drakkar » au Liban, 23 octobre 1983

À partir du mois de septembre 1982, la France participe à la résolution onusienne consistant en l'envoi de troupes d'interposition à Beyrouth au sein de la Force multinationale de sécurité à Beyrouth (FMSB). Entre septembre 1982 et avril 1984, cinq détachements français, appelés « Diodon » (I à V), se relèvent ainsi dans la capitale libanaise afin de restaurer l'autorité du gouvernement. Accompagnées de trois détachements, américain, italien et britannique, les forces françaises, dont le quartier général est établi à la Résidence des Pins, ancienne résidence de l'ambassadeur de France au Liban, ont pour mission la protection de la population civile et l'instruction de l'armée régulière libanaise.

Depuis le début de la guerre civile au Liban, la population demeure la première victime comptant des milliers de morts et de blessés, mais à partir de l'été 1983, les troupes de la FMSB deviennent une cible de choix pour les milices armées du centre de la ville. En effet, alors que, de septembre 1982 à juin 1983, un seul parachutiste français décède en opération à Beyrouth, entre le 22 juin et le 23 octobre 1983, seize militaires français sont tués lors d'opérations de déminage ou par des tirs isolés de factions armées.

Le bilan s'alourdit le matin du 23 octobre 1983, jour marquant l'un des plus graves traumatismes chez les parachutistes français depuis la guerre d'Algérie. Tandis qu'à l'aéroport de Beyrouth, QG de l'US *Marine Corps*, un attentat tue deux cent quarante-et-un soldats américains, sept minutes plus tard, à Jnah, quartier du sud-ouest de Beyrouth, une camionnette chargée d'explosifs fonce sur une des façades du poste « Drakkar » où sont installés plus de soixante-dix parachutistes des 1^{er} et 9^e RCP (régiment de chasseurs parachutistes). Ensevelis sous les décombres de l'immeuble de neuf étages, cinquante-huit parachutistes trouvent la mort tandis que quinze sont sauvés par leurs camarades, extirpés des gravats.

Durant trois jours et trois nuits, autour du poste « Drakkar », le détachement français commandé par le général Cann met tout en œuvre pour déblayer la zone et retrouver des survivants. Les dépouilles et les plaques d'identité de chacune des victimes sont retrouvées et prises en charge par la prévôté qui s'assure de l'identification et de la mise en bière des corps.

Après une cérémonie de levée des corps à la Résidence des Pins, en présence de l'ambassadeur de France à Beyrouth, monsieur Wibaux, et de tous les chefs de corps, les cercueils sont envoyés en France pour une cérémonie d'hommage national aux Invalides, présidée par le président de la République, François Mitterrand, en présence de l'ensemble du gouvernement, le 2 novembre 1983, avant d'être confiés aux familles.

Le 23 octobre 1983 marque un tournant dans le rôle des détachements internationaux de la FMSB de plus en plus pris pour cible directe à Beyrouth. Incapables d'agir davantage, les forces de l'ONU quittent la capitale libanaise en avril 1984 et sont remplacées par un détachement d'observateurs (DETOBS), appelés « casques blancs ».

Le portfolio proposé ci-joint et composé de vingt-huit photographies en noir et blanc ou en couleur principalement réalisées par le photographe de l'ECPA (Établissement cinématographique et photographique des armées) Joël Brun, relate cet événement. Ces images proviennent des fonds

d'archives photographiques conservés à l'ECPAD, qui comptent près de cent soixante reportages photographiques relatifs à l'intervention des forces armées françaises au Liban au sein de l'ONU entre 1978 et 2012, dont neuf évoquant plus précisément l'attentat du poste « Drakkar ».